

Pour l'année 1990, elle est au moins égale à nonante-cinq heures de travail à 100 p.c. d'un salaire pour les ouvriers et ouvrières ayant au moins un an de service régulier et permanent au sein de l'entreprise, soit une augmentation de 5 heures par rapport aux heures octroyées en 1989.

Sont considérés comme service : les jours de prestation de travail ainsi que les jours assimilés comme déterminés par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Art. 4. La prime de fin d'année est payée chaque année, au siège de l'entreprise, entre le 25 et le 31 décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

Art. 5. Les ouvriers et ouvrières ayant droit qui sont en chômage involontaire entre le 25 et le 31 décembre de l'année en cours, bénéficient de la prime de fin d'année à charge de leur dernier employeur de l'année en cause.

Art. 6. Les ouvriers et ouvrières ayant droit, pensionnés dans le courant de l'année, bénéficient de la prime de fin d'année à charge de leur dernier employeur à concurrence de 1/12 par mois travaillé et commencé de l'année en cause. Les ayant droit des ouvriers et ouvrières, décédés au cours de l'année, qui avaient au moment de leur décès au moins un an de service régulier et permanent au sein de l'entreprise, bénéficient de la prime sous les mêmes conditions et calculée sur les mêmes bases que pour les pensionnés.

Art. 7. En cas de préavis ordinaire de la part de l'employeur au cours de l'année, l'ouvrier ou l'ouvrière ayant droit, bénéficient de la prime de fin d'année à charge de l'employeur ayant signifié le préavis, à concurrence de 1/12 par mois travaillé et commencé de l'année en cause.

III. — Dispositions particulières

Art. 8. La présente convention collective de travail remplace celle du 31 août 1987, conclue au sein de la Commission paritaire de l'agriculture, octroyant une prime de fin d'année, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 avril 1988, publié au *Moniteur belge* du 29 avril 1988.

IV. — Validité

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1989 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois, à notifier par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'agriculture.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 octobre 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 89 — 2097

2 OCTOBRE 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle et l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 16 novembre 1981;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, notamment l'article 17bis, inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1981;

Voor het jaar 1990, is zij minstens gelijk aan vijfenvijftig arbeidsuren van het loon aan 100 p.c. voor de werkliden en werksters die minstens een jaar regelmatige en bestendige dienst tellen in de onderneming, hetzij een vermeerdering met 5 uren tegenover het aantal uren toegekend in 1989.

Worden beschouwd als dienst: de gepresteerde arbeidsdagen, alsmede de gelijkgestelde dagen zoals bepaald bij de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

Art. 4. De eindejaarspremie wordt elk jaar, tussen 25 en 31 december van het jaar waarop zij betrekking heeft, op de zetel van de onderneming uitbetaald.

Art. 5. De rechthebbende werkliden en werksters die tussen 25 en 31 december van het lopend jaar onvrijwillig werkloos zijn, genieten de eindejaarspremie ten laste van hun laatste werkgever van het betrokken jaar.

Art. 6. De rechthebbende werkliden en werksters die in de loop van het jaar worden gepensioneerd, genieten de eindejaarspremie ten laste van hun laatste werkgever ten bedrage van 1/12 per gewerkte en begonnen maand tijdens het jaar. De rechthebbenden van de werkliden en werksters die in de loop van het jaar zijn overleden en op het ogenblik van hun overlijden minstens een jaar regelmatige en bestendige dienst tellen in de onderneming, genieten de premie in dezelfde voorwaarden en op gelijke wijze berekend als voor de gepensioneerden.

Art. 7. Bij gewone opzegging door de werkgever in de loop van het jaar, geniet de rechthebbende werkman of werkster de eindejaarspremie ten laste van de werkgever die heeft opgezegd, ten bedrage van 1/12 per gewerkte en begonnen maand tijdens het jaar.

III. — Bijzondere bepalingen

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 31 augustus 1987, gesloten in het Paritair Comité voor de landbouw, tot toekeuring van een eindejaarspremie, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 april 1988, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 29 april 1988.

IV. — Geldigheid

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1989 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen mits een opzegging van drie maanden, te betekenen bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de landbouw.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 89 — 2097

2 OKTOBER 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de riksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden en van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de riksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 november 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 17bis, ingevoegd door het koninklijk besluit van 16 november 1981;

Considérant qu'aucun délai n'a été fixé dans lequel l'autorité doit prendre une décision concernant les demandes de congés visés à l'article 11 de l'arrêté royal du 1er juin 1984 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle; qu'il apparaît équitable qu'une décision soit prise en l'occurrence dans un délai raisonnable;

Considérant qu'il doit en être de même en ce qui concerne les demandes de disponibilité pour convenance personnelle;

Vu le protocole n° 32 du 8 mai 1989 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité de négociation des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

Modification de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle

Article 1er. A l'article 11 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié par l'arrêté royal du 16 novembre 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1^e l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Le ministre ou le chef d'administration délégué notifie sa décision à l'agent dans le mois de la réception de la demande; lorsque la demande n'est pas ou n'est que partiellement agréée, la décision est motivée. »

2^e l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« L'agent peut saisir la commission visée à l'article 2bis dans les dix jours à dater de la notification de la décision du ministre ou du chef d'administration délégué ou, à défaut de décision, dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent. »

CHAPITRE II

Modification de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat

Art. 2. L'article 17bis de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17bis. Le ministre ou le chef d'administration délégué notifie sa décision à l'agent dans le mois de la réception de la demande; lorsque celle-ci n'est pas agréée, la décision est motivée. »

L'agent peut saisir la commission visée à l'article 2bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle dans les dix jours à dater de la notification de la décision du ministre ou du chef d'administration délégué ou, à défaut de décision, dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa 1er. »

CHAPITRE III

Disposition finale

Art. 3. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Overwegende dat er geen termijn is vastgesteld waarbinnen de overheid moet beslissen over een aanvraag tot het verkrijgen van één van de verloven vermeld in artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de riksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid; dat het billijk lijkt dat ter zake binnen een redelijke termijn een beslissing wordt genomen;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor een aanvraag tot het verkrijgen van disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden;

Gelet op het protocol nr. 32 van 8 mei 1989 waarin de conclusies van de onderhandeling in het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten worden vermeld;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de riksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid

Artikel 1. In artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de riksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 november 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e tussen het vijfde en het zesde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De minister of de gemachtigde chef van het bestuur maakt zijn beslissing bekend aan het personeelslid binnen de maand te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag; wanneer de aanvraag niet of slechts gedeeltelijk wordt ingewilligd, wordt de beslissing gemotiveerd. »

2^e het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het personeelslid kan zich tot de in artikel 2bis bedoelde commissie wenden binnen tien dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van de beslissing van de minister of van de gemachtigde chef van het bestuur of, bij gebreke aan een beslissing, binnen tien dagen volgend op het verstrijken van de in het vorige lid vermelde termijn. »

HOOFDSTUK II

Wijziging van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel

Art. 2. Artikel 17bis van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel, ingevoegd door het koninklijk besluit van 16 november 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17bis. De minister of de gemachtigde chef van het bestuur maakt zijn beslissing bekend aan de ambtenaar binnen de maand te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag; wanneer deze niet wordt ingewilligd, wordt de beslissing gemotiveerd.

De ambtenaar kan zich tot de commissie wenden bedoeld in artikel 2bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de riksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, binnen tien dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing van de minister of van de gemachtigde chef van het bestuur of, bij gebreke aan een beslissing, binnen tien dagen volgend op het verstrijken van de in het eerste lid vermelde termijn. »

HOOFDSTUK III

Slotbepaling

Art. 3. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES